



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE

Trente-cinquième session

Innsbruck, Autriche, 25 juin 2008

Point 4 de l'ordre du jour

LE RÔLE DE LA FAO DANS L'ÉCHANGE DES CONNAISSANCES ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LA RÉGION EUROPE ET ASIE CENTRALE

Table des matières

	Paragraphes
I. INTRODUCTION	1 - 4
II. L'ÉCHANGE DES CONNAISSANCES	5 - 16
III. WAICENT	17 - 21
IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	22 - 27

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

ANNEXE I	GROUPES DE TRAVAIL INTERDÉPARTMENTAUX ÉTABLIS EN 2005 ET GRANDS DOMAINES THÉMATIQUES
ANNEXE II	PROJETS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LA RÉGION EUROPE

I. INTRODUCTION

1. Parmi les mesures de réforme approuvées par les États membres en novembre 2006 (résolution 6/2005 de la Conférence), une Division de l'échange des connaissances et du renforcement des capacités (KCE) a été créée, et a succédé le 1er janvier 2007 à la division de la bibliothèque et des systèmes documentaires (GIL).
2. La Division KCE a pour tâche de répertorier les connaissances dont dispose la FAO, d'en faire la synthèse et des les rendre plus facilement accessibles. Elle apporte son appui au Centre mondial d'information agricole (WAICENT), principal instrument dont s'est dotée la FAO pour encourager l'échange des connaissances et le renforcement des capacités de traitement de l'information, y compris la vulgarisation des composantes du modèle institutionnel du WAICENT au niveau national. La fourniture à toutes les personnes ou institutions potentiellement intéressées, d'un accès plus direct et plus rapide à la masse d'informations accumulées par l'Organisation et dans les États Membres, et en particulier la diffusion des pratiques optimales, est une de ses tâches essentielles.
3. La Division est aussi responsable de la promotion des pratiques optimales de renforcement des capacités au niveau des projets et programmes de l'ensemble de l'Organisation, et de l'établissement d'un cadre destiné à permettre à celle-ci d'aider les institutions nationales à répondre aux besoins de leurs administrés.
4. Le présent document présente un résumé de l'état actuel des activités de la FAO dans les domaines interdépendants de l'acquisition et de l'échange des informations et des connaissances ainsi que du renforcement des capacités, et des ressources et services d'apprentissage offerts aux États Membres de la région Europe et Asie centrale.

II. L'ÉCHANGE DES CONNAISSANCES

5. Depuis sa création, la FAO place la collecte, l'analyse, l'interprétation et la diffusion des données et des informations relatives à l'agriculture au cœur de ses activités. À la faveur de la révolution mondiale de l'information, dont l'internet est l'emblème, WAICENT offre depuis 1996 une plateforme institutionnelle de gestion et de diffusion de l'information, dont les résultats sont probants.
6. Complémentaires des connaissances explicites, mais beaucoup moins accessibles, les connaissances implicites découlant de l'expérience et des compétences des fonctionnaires de la FAO. Le défi que doit relever la FAO en tant qu'organisation détentrice de savoirs est de tirer le meilleur parti possible des connaissances aussi bien explicites qu'implicites pour les mettre au service de ses États Membres.
7. En septembre 2005, le Directeur général a créé trois nouveaux Groupes de travail interdépartementaux (GTI) chargés d'appuyer le rôle de "la FAO en tant qu'organisation détentrice de savoirs" (Annexe I), soulignant la nécessité de fournir un accès plus efficace aux connaissances implicites de l'organisation. Un bulletin du Directeur général publié par la suite (2006/35) faisait de la gestion des connaissances un élément prioritaire et central de la planification et de l'exécution des programmes, et soulignait la nécessité de partager ces connaissances avec les pays membres et les centres associés.
8. L'un des nouveaux GTI s'emploie à créer des réseaux de connaissances thématiques et à les renforcer. Ces réseaux sont des communautés virtuelles de spécialistes et de centres associés ayant des intérêts et des objectifs communs concernant l'agriculture durable et la sécurité alimentaire, organisées autour de douze grands domaines thématiques (Annexe 1), considérés comme prioritaires dans le cadre de la réforme. Depuis, des réseaux de connaissances thématiques

ont été créés ou renforcés dans un certain nombre de domaines prioritaires et souvent multidisciplinaires.

9. Il incombe aussi à une organisation détentrice de savoirs, de tirer des enseignements de son expérience, qu'il s'agisse de réussites ou d'échec, en utilisant des mécanismes qui permettent aux spécialistes de différentes disciplines, travaillant sur des thèmes connexes dans des services ou des lieux distincts, d'œuvrer de façon collégiale à l'établissement des "pratiques optimales". En conséquence, un deuxième GTI a été chargé de concevoir et d'élaborer des "pratiques optimales" en vue de formaliser les enseignements tirés des activités et de l'expérience de la FAO, en particulier sur le terrain, et de les rendre plus accessibles aux Membres. Un ensemble de "pratiques optimales" documentées a été réuni et est présenté par thème technique sur le site web de la FAO. Elles seront modifiées à la lumière des nouvelles expériences.

10. Le troisième GTI a été chargé d'élaborer des outils et des méthodes destinés à fournir un accès plus efficace aux connaissances implicites dont dispose l'Organisation. Lancé en 2005, sa première grande création est le service "Ask FAO", un système interactif de questions-réponses utilisant le web. En s'adressant à "Ask FAO", les Membres peuvent engager un dialogue direct avec des spécialistes de tous les domaines de compétence de la FAO, pour traiter les questions et résoudre les problèmes efficacement au moment où ils se posent.

11. Tous ces nouveaux services de gestion des connaissances sont mis à la disposition du public sur le Forum des connaissances de la FAO à l'adresse <http://www.fao.org/KnowledgeForum>. Il a été décidé en 2007 que les trois GTI initiaux chargés de promouvoir "la FAO en tant qu'organisation détentrice de savoirs" seraient fusionnés. Les activités correspondantes ont été regroupées dans les plans de travail de la Division KCE et du nouveau GTI unifié sur la FAO en tant qu'organisation détentrice de savoirs, qui prendra en considération les recommandations de l'Évaluation externe indépendante de la FAO concernant la gestion des connaissances lorsqu'elles auront finalement été approuvées par les Membres.

12. Au cours de l'exercice biennal 2008-09, une stratégie de gestion des connaissances va être élaborée pour mieux coordonner et mettre en oeuvre les activités de la FAO en matière de connaissances et pour fournir aux Membres une référence utile, compte tenu des recommandations formulées par l'Évaluation externe indépendante. Avec cette stratégie, le renforcement des méthodes de gestion des connaissances sera inclus de façon plus systématique dans les programmes de tous les départements et bureaux décentralisés. Un atelier interne de planification s'est tenu en 2007 avec la participation de fonctionnaires des unités techniques, de la Division KCE et d'experts extérieurs, dans le but d'établir une feuille de route pour l'élaboration de la stratégie de gestion des connaissances, et les consultations se poursuivent afin d'achever la stratégie d'ici le milieu de 2008.

13. La FAO continue à développer et à soutenir les réseaux de connaissances thématiques, à documenter les pratiques optimales et les enseignements tirés, et à élaborer et mettre en place d'autres méthodes et outils destinés à faciliter et à encourager l'échange des connaissances. L'établissement de réseaux est entrepris, en priorité, au sein de l'Organisation (à tous les niveaux: siège, bureaux régionaux, bureaux sous-régionaux et bureaux de pays) pour s'étendre ensuite aux centres d'excellence extérieurs au niveau international et aux centres nationaux d'Europe et d'Asie centrale, par le biais de partenariats formels. Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) et l'Université agricole de Wageningen en sont des exemples, et la FAO est disposée à établir d'autres arrangements de ce type. Un soutien extrabudgétaire est mobilisé pour intensifier les activités de gestion des connaissances telles que les réseaux de connaissances thématiques aux niveaux national et mondial dans tous les domaines techniques, et pour les diversifier, par exemple, en les étendant aux langues non officielles. Les réseaux sont l'objet d'un suivi, et des rapports réguliers sont présentés sur leurs activités.

14. Renforcer le flux des connaissances et des informations entre les pays d'Europe de l'Ouest et ceux d'Europe centrale et orientale ainsi que de la Communauté d'États indépendants

(CEI), dont l'économie est en transition, est une question qui requiert une attention particulière. Les premiers disposent de systèmes d'information agricole bien développés dans les secteurs aussi bien public que privé, tandis que les seconds possèdent d'excellentes sources d'information en sciences naturelles mais manquent cruellement de connaissances dans certains domaines d'application tels que le développement rural et les institutions qui s'y rapportent. En Europe, le réseau régional AgroWeb a continué de se développer, avec la récente addition des communautés thématiques de la nutrition humaine et du bien-être des animaux, et une consultation régionale d'experts sur le "*développement de réseaux thématiques en Europe centrale et orientale*" a été organisée en 2006. En outre, les réseaux de recherche dépendant de l'ESCORENA (Système européen de réseaux coopératifs de recherche en agriculture) ont envisagé d'améliorer leur collaboration et leurs réseaux à l'aide des nouvelles technologies de l'information offertes par l'internet.

15. La FAO continue aussi à travailler au renforcement de l'échange d'informations et de connaissances à l'appui de l'agriculture et du développement rural, ce que le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) a appelé la "cyberagriculture" ou l'"agriculture électronique". Ce Sommet s'est tenu en deux temps, d'abord à Genève en 2003, puis à Tunis en 2005, et la Division KCE a représenté la FAO aux deux sessions, présentant un plaidoyer sur le thème "combler le fossé numérique en milieu rural". Une communauté d'experts réunie sur ce thème en 2007, en d'autres termes un réseau de connaissances thématique, est en cours de renforcement. Cette communauté comprend trois principaux éléments, une plateforme de collaboration sur le web (www.e-agriculture.org), des événements face-à-face et des initiatives dans les pays, destinés ensemble à recueillir et à partager les enseignements tirés et les pratiques optimales. Cette communauté explore également la façon dont les nouvelles technologies et outils internet, connus sous le nom de Web2.0, peuvent être utilisés au profit des communautés rurales pour améliorer la mise en réseau, la collaboration et l'échange des connaissances.

16. À la suite de la consultation régionale d'experts qui s'est tenue en février 2008, de nouvelles techniques et méthodes de collaboration utilisant le web sont introduites dans la région Europe et Asie centrale dans le cadre du réseau AgroWeb. Les technologies mises en oeuvre facilitent l'utilisation des systèmes reposant sur le web dans les pays de la région qui ont peu de ressources/compétences et une médiocre connectivité à l'internet, en permettant à la FAO de faciliter l'édition et à mise à jour à distance par des acteurs nationaux au moyen d'une plateforme centrale de collaboration. Par ailleurs, les coordonnateurs des réseaux de l'ESCORENA ont organisé en avril 2008 un atelier sur l'adoption des nouvelles techniques de partage des connaissances disponibles sur le web. Les réseaux AgroWeb et ESCORENA restent ouverts aux parties prenantes nationales de tous horizons, y compris les ONG et la société civile.

III. WAICENT

17. Le projet WAICENT a été lancé en 1989 pour harmoniser et intégrer plus de quarante bases de données statistiques couvrant les principaux domaines de travail de l'Organisation dans les secteurs de l'agriculture, des forêts et des pêches. En 2002, WAICENT est devenu le cadre institutionnel auquel tous les départements techniques et bureaux décentralisés de la FAO participent activement en appliquant des normes, procédures et outils établis d'un commun accord.

18. Les objectifs de WAICENT sont de faciliter l'accès par des moyens électroniques à des informations techniques multilingues et à des données sur l'alimentation, l'agriculture et le développement rural, qui permettent aux pays de mieux évaluer l'état de leur alimentation, de leur agriculture et de leurs ressources naturelles; d'établir un cadre destiné à assurer un accès intégré et multidisciplinaire aux informations dont dispose la FAO dans un environnement de production décentralisée de l'information; et d'encourager les Membres à utiliser l'information comme une ressource essentielle pour le développement.

19. En 2007, le site web de la FAO a enregistré de trois à quatre millions de visites par mois (associées à plus de 100 millions de “consultations”). Les systèmes et les normes de WAICENT ont évolué et des progrès ont été faits dans la mise en oeuvre d’un flux de publication électronique dans lequel la diffusion de la version électronique est prioritaire. Le système des archives de documents de l’Organisation a été adopté par tous les départements mais la couverture de l’information produite n’est pas complète. Le localiseur d’information (moteur de recherche du site FAO) a été amélioré et le moteur de recherche de Google est maintenant accessible à la page d’accueil du site de la FAO.

20. Au cours de l’exercice biennal 2008-09, WAICENT va encore être amélioré par la mise en oeuvre de nouveaux services interactifs, mettant à profit l’expérience et la réussite de l’initiative “Ask FAO”. Il est ainsi envisagé:

- de créer une plateforme pour l’appui aux événements virtuels et l’interaction en ligne avec les experts de la FAO;
- de mettre en place une version de “Ask FAO” adaptée aux dispositifs sans fil, mobiles, et de poche;
- de diversifier les réseaux de connaissances thématiques et relatifs aux pratiques optimales au moyen de forums électroniques; et
- développer l’usage des outils modernes de collaboration utilisant les technologies Web 2.0, tels que les blogs et les wikis.

21. La coopération se poursuit aussi avec les centres d’excellence internationaux, dans monde entier, à la recherche d’outils destinés à faciliter l’extraction de l’information multilingue. Ces outils seront mis à l’essai et évalués en vue de leur éventuelle utilisation dans les pays. Les procédures et mécanismes existants seront revus le cas échéant afin d’intégrer le travail sur les “pratiques optimales” dans les projets et activités de terrain relatifs au Programme spécial pour la sécurité alimentaire.

IV. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

22. La Résolution 59/25010 (décembre 2004) de l’Assemblée générale des Nations Unies a donné une impulsion aux interventions de la communauté internationale visant à soutenir le renforcement des capacités afin d’améliorer les résultats et l’impact. De même le “renforcement des capacités” occupait une place centrale dans la Déclaration de Paris de 2005 sur l’efficacité de l’aide. Le document du CAD/OCDE intitulé: “Relever le défi posé par le renforcement des capacités: évoluer vers de bonnes pratiques”, qui, outre l’aspect essentiel de l’appropriation, souligne l’importance du suivi et de l’apprentissage, ainsi qu’une note de position commune du Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) figurent parmi les autres contributions essentielles à cet égard. Parallèlement, le Comité de haut niveau chargé des programmes (HLCP) du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies (CCS) a conduit une analyse des efforts de renforcement des capacités du système de développement des Nations Unies, dans le cadre de la préparation de l’examen triennal d’ensemble des activités opérationnelles du système des Nations Unies, de 2007.

23. Vu la prise de conscience internationale accrue et la plus grande attention que la FAO porte elle-même à cette question, un processus de consultation interne a été entrepris pour étudier les approches du renforcement des capacités et déterminer les options de renforcement. La FAO a toujours eu une gamme d’activités importantes et diversifiées qui comportent des éléments de renforcement des capacités, et la région Europe et Asie centrale ne fait pas exception à cet égard. On trouvera à l’Annexe II des exemples de projets exécutés dans la région qui mettent fortement l’accent sur certains aspects du renforcement des capacités. L’analyse institutionnelle a fait ressortir des fils directeurs communs, par exemple, la nécessité d’aligner le travail de la FAO sur le nouveau modèle international, en adoptant une approche plus intégrée pour répondre aux besoins des États Membres aux niveaux individuel, institutionnel ou organisationnel, et sur le plan des politiques générales. Des dimensions internes clés ont été recensées: la fonction normative et

de facilitation de la FAO; la production et l'échange des connaissances; les compétences du personnel de la FAO; l'apprentissage organisationnel; et l'adaptation de la culture de l'organisation. Celles à caractère plutôt externe sont les suivantes: l'accès aux clients et aux partenaires; les réformes en cours au sein des Nations Unies et leur impact potentiel; le recensement des principaux acteurs institutionnels; l'évolution de l'environnement financier; et la communication externe.

24. Tandis que les activités de renforcement des capacités embrassent une vaste gamme de programmes et seront exécutés par les unités concernées, au cours de l'exercice biennal 2008-09, la FAO va placer sur une base plus ferme sa contribution d'agent du renforcement des capacités dans un contexte plus large. Une stratégie institutionnelle de renforcement des capacités, définissant les rôles et les responsabilités et concrétisant l'engagement de l'organisation à développer les compétences, conformément au mandat de la FAO et en réponse à la demande externe, sera parachevée vers la fin de 2008. Dans son rôle de coordination, la Division KCE facilite des approches communes de l'organisation et de la gestion des activités de renforcement des capacités, à la tête d'un groupe de travail interdépartemental sur le renforcement des capacités, et utilise des ressources catalytiques pour se concentrer sur les points suivants:

- utilisation de méthodes de diagnostic claires pour évaluer les besoins des pays;
- cohérence des activités de renforcement des capacités et des objectifs généraux du programme ordinaire;
- élaboration de programmes de renforcement des capacités mettant à profit les bonnes pratiques documentées;
- mesures d'incitation visant à encourager l'exécution de ces programmes;
- diversification des méthodes et des outils, y compris le recours aux moyens électroniques; et
- développement ultérieur du portail du renforcement des capacités sur le site web.

25. Il est également prévu de modifier l'approche générale du renforcement des capacités, orientée vers les produits, pour mettre davantage l'accent sur les résultats/impacts; d'appliquer des outils de gestion axés sur les résultats pour établir un lien entre les objectifs de la FAO et les résultats/impacts attendus du renforcement des capacités au niveau des pays; et de mettre au point des indicateurs permettant de mesurer l'impact du renforcement des capacités. Une fois que les pratiques, méthodes et outils de renforcement des capacités auront été définis et testés, une formation sera mise en place pour renforcer les compétences des fonctionnaires du siège et des bureaux décentralisés de la FAO, afin d'exploiter de façon plus systématique ces ressources relativement nouvelles. Faute d'une représentation dans de nombreux pays de la région, de nouvelles approches recourant à des équipes sont en cours de mise au point pour assurer un apport technique et opérationnel approprié du Bureau régional et du Siège au niveau sous-régional, mesures qui devraient améliorer la qualité du travail de renforcement des capacités.

26. Un effort spécial est envisagé en matière de communication externe pour faire connaître la nouvelle approche du renforcement des capacités mise en oeuvre par la FAO, ainsi que les opportunités qui s'offrent à cet égard aux bénéficiaires et en particulier aux partenaires du programme de terrain. Dans ce contexte, des mesures seront prises:

- pour renforcer le dialogue avec les partenaires clés au niveau des pays par le biais des cadres nationaux des priorités à moyen terme, y compris la définition des besoins spécifiques de renforcement des capacités conformément au mandat de la FAO, et en étroite harmonisation avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement;
- pour mettre à profit les contacts interinstitutions de manière à élaborer des approches communes sur la base du principe de subsidiarité; et
- pour exercer une influence sur les plateformes de coordination des donateurs et des Nations Unies, afin que le renforcement des capacités au profit de l'agriculture et du développement rural soit dûment pris en compte.

27. La mobilisation de ressources extrabudgétaires est importante pour renforcer le rôle de facilitateur du renforcement des capacités que joue la FAO, à tous les niveaux: gouvernements, décideurs, institutions (développement organisationnel) et individus (formation technique, bourses d'études, etc.), de même que l'accès à des sources telles que le soutien budgétaire direct et les ressources souples et non liées dont disposent les pays dans le cadre de partenariats avec les donateurs (par exemple Programme de partenariat FAO/Pays-Bas).

ANNEXE I

**GROUPES DE TRAVAIL INTERDÉPARTEMENTAUX ÉTABLIS EN 2005 ET
GRANDS DOMAINES THÉMATIQUES****Échange des connaissances**

- “Ask FAO”
- Pratiques optimales
- Gestion thématique des connaissances

Renforcement des capacités

- Politiques et stratégies agricoles pour l’agriculture et le développement rural
<http://intranet.fao.org/IntranetStatic/root/12586/83387/83167/89904/89913/>
- Bourses d’étude/stages
- Renforcement institutionnel
- Politiques
- Formation des formateurs
- Portail du renforcement des capacités

Grands domaines thématiques

- Gestion des systèmes de production végétale
- Gestion des systèmes de production animale
- Maladies et ravageurs des animaux et des plantes
- Nutrition et protection des consommateurs
- Gestion et conservation des forêts
- Gestion et conservation des pêches et de l’aquaculture
- Gestion durable des ressources naturelles
- Infrastructure et agro-industries rurales
- Politiques alimentaire et agricole
- Commerce et commercialisation
- Parité et équité dans les sociétés rurales
- Moyens d’existence ruraux et alimentation

PROJETS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LA RÉGION EUROPE

Pays	Titre du projet	Niveau	Objectif
Albanie, Croatie, Italie, Slovénie	Coopération scientifique à l'appui de la pêche responsable en mer Adriatique (ADRIAMED)	Politiques	Établir et mettre en oeuvre des plans nationaux de gestion des pêches dans les quatre pays
Serbie	Appui à l'élaboration d'une stratégie de remembrement et d'un projet pilote de remembrement en Serbie	Politiques	Formuler une stratégie nationale de développement agricole et rural
Croatie	Stratégie de développement rural	Politiques Institutions	Élaborer une stratégie nationale de développement rural à moyen terme destinée à servir de cadre institutionnel et à aligner la Croatie sur les politiques et institutions de l'UE
Macédoine, ex-République yougoslave de	Renforcement des institutions et des capacités dans les sous-secteurs des forêts et des industries forestières	Politiques Institutions	Renforcer l'environnement politique et la capacité institutionnelle pour la conservation et la gestion durable des ressources forestières
Ukraine	Formulation d'une stratégie et renforcement des capacités à l'appui d'un système d'information agricole	Politiques Individus	Élaborer une stratégie nationale relative à l'information agricole et offrir une formation aux spécialistes de l'information agricole
Arménie	Appui à la préparation et à la mise en oeuvre du remembrement et de systèmes améliorés de gestion des terres	Institutions	Intégrer le renforcement institutionnel, la gestion organisationnelle et l'organisation territoriale participative pour améliorer la gestion des terres, la conservation de la nature, et la diversification des revenus et de l'emploi
République slovaque	Renforcement des capacités nationales de suivi et d'évaluation du programme de pré-adhésion pour l'agriculture et le développement rural (SAPARD)	Institutions	Renforcer les capacités institutionnelles nationales de suivi et d'évaluation des programmes de développement rural
Serbie	Production et lutte intégrée contre la chrysomèle occidentale des racines du maïs dans les systèmes de maïsiculture	Individus	Accroître la production durable de maïs par l'élaboration participative de stratégies de production et de lutte intégrées contre les ravageurs
Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Hongrie, Roumanie, Serbie, République slovaque	Lutte intégrée contre la chrysomèle occidentale des racines du maïs en Europe centrale et orientale	Individus	Développer la lutte intégrée contre les ravageurs à l'aide de méthodes participatives et adaptation des méthodes de formation afin de diffuser la lutte intégrée contre les ravageurs du maïs
Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie	Renforcement des moyens de diagnostic, de surveillance et de contrôle des maladies animales transfrontières	Individus	Renforcement des capacités nationales/régionales de gestion des situations d'urgence liées aux maladies animales transfrontières

